

Bilan de la directive territoriale d'aménagement de l'Estuaire de la Seine

Compte-rendu entretien avec l'Agence de l'eau Seine Normandie

Entretien conduit par : DREAL Normandie (Arnaud Diarra, Théophile Legoupil)

Personnes rencontrées :

- Fanny Lechevallier-Olivier
- Yann Joncourt
- Gwendal Bodilis

Présentation de la structure :

Établissement Public à caractère administratif créé en 1964, l'agence intervient sur le bassin de la Seine. Elle perçoit des redevances auprès des usagers de l'eau et finance des actions en faveur des cycles de l'eau (petit : eau potable et traitement des eaux usées, grand : cycle naturel).

L'AESN est organisée en deux directions territoriales en Normandie. Elle comprend 4 services (redevances, moyens généraux, petit cycle, grand cycle), ainsi que des directions « études » : connaissance, planification...

L'AESN pilote l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie, qui constitue le cadre de travail de l'agence. Il est complété par un programme d'intervention (12ème à venir de 2025 à 2030). L'AESN est également responsable de la réalisation de « l'état des lieux » des masses d'eau du bassin Seine Normandie ainsi que du rapportage au niveau européen, dans le respect des exigences de la Directive Cadre sur l'Eau.

L'Agence peut accompagner tous types de porteurs de projets, particuliers, industriels ou collectivités, pour la mise en œuvre d'actions basées sur le volontariat, qu'elles soient destinées ou non à répondre à des obligations réglementaires.

Entretien :

La DTA n'est pas mobilisée par l'agence dans le cadre de ses interventions, c'est le SDAGE qui fixe le cadre d'actions.

Elle est globalement perçue comme un permis d'aménager des espaces naturels d'intérêts (zones humides notamment) au profit d'implantations industrielles, en particulier sur les zones industrielles et portuaires du Havre et de Port-Jérôme. Sur ces aspects, DTA entre en contradiction avec les objectifs donnés à l'établissement public et fragilise la cohérence de l'action de l'État.

L'application actuelle de la réglementation ne permet pas de protéger efficacement les zones humides. La démarche ERC est difficile à mettre en œuvre et il faudrait des orientations claires pour recréer des zones humides, et non pas améliorer des zones humides existantes, et restaurer des friches. La mise en œuvre de la politique ZAN ainsi que le SDAGE peuvent permettre des actions de ce type, sous réserve d'un portage politique assumé de cette ambition et de sa bonne reprise dans les documents d'urbanisme (SCOT, PLU-i).

En complément de ces outils, le PGRI et la compétence « GEMAPI » offrent un cadre d'action complémentaire intéressant pour la protection des zones humides via notamment la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature.

La mise en place d'un SAGE, qui dispose d'un volet réglementaire, sur l'estuaire de la Seine serait une avancée pertinente.

L'objectif 2-2 (et 2-1) de la DTA n'a pas été réalisé de façon satisfaisante selon l'agence. Tout reste à faire sur ces enjeux, des outils existent mais il y'a besoin d'un portage politique et d'une animation renforcée.

La déclinaison de la SNB, à laquelle a participé l'AESN, en est un bon exemple. Elle a permis un travail en réseau avec les opérateurs « biodiversité ». Un travail plus fin avec les préfectures via le Fonds vert et les CRTE a été initié et est intéressant. Il doit se poursuivre, avec notamment l'articulation des CRTE avec les contrats territoriaux eau et climat portés par l'AESN à l'échelle des bassins hydrographiques.

Conclusion :

- la DTA n'est pas mise en œuvre directement par l'AESN et a eu peu d'effets sur la mise en valeur des grands ensembles naturels et paysagers de la Normandie et la préservation des infrastructures naturelles et ressources halieutiques de l'estuaire ;
- De nouveaux outils ont été mis en place depuis l'adoption de la DTA, avec un niveau d'ambition supérieur (SDAGE, PGRI, GEMAPI, SNB/SRB). Il y a besoin d'un portage politique et d'une animation renforcée afin de passer à l'action et changer d'échelle ;
- le Conseil de l'Estuaire, et sa redynamisation, pourrait être l'instance de gouvernance et pilotage permettant de porter politiquement ces enjeux sur l'axe Seine, en cohérence avec la territorialisation de la planification écologique et la COP sur l'ensemble de la Normandie.